Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
http://assembly.coe.int

1949.2019

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 14820 Seconde édition
24 avril 2019

Nécessité de procéder à un audit des fonds d'aide au système judiciaire du Kazakhstan

Déclaration écrite n° 670

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Malgré les efforts considérables déployés par les autorités du Kazakhstan pour améliorer l'image du pays, les forces de l'ordre et le système judiciaire restent utilisés pour faire taire les voix dissidentes. La déclaration écrite n° 663 appelait à la suspension des fonds d'aide internationale alloués au Kazakhstan pour améliorer la situation de son système judiciaire.

Depuis, de nombreuses personnes persécutées pour des raisons politiques ont été condamnées à des peines allant jusqu'à huit ans d'emprisonnement: Ablovas Dzhumayev, Aset Abishev, Almat Zhumagulov, Kezhenbek Abishev, Iskander Yerimbetov, Dmitrii Pestov et Vasillina Sokolenko. La militante Aigul Akberdieva, mère de quatre enfants mineurs, encourt une peine qui pourrait aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement pour avoir pris part à une manifestation civique.

Le Kazakhstan a déposé sa candidature au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, alors qu'il en ignore totalement 19 recommandations, en particulier au sujet de Mukhtar Dzhakishev, Maks Bokayev et Iskander Yerimbetov, qui ont subi des actes de torture et des mauvais traitements et auxquels des soins médicaux ont été refusés. Nous demandons la mise en œuvre complète de ces recommandations et la libération de tous les prisonniers politiques.

Au vu du décalage considérable qui existe entre, d'une part, les déclarations et rapports officiels et, d'autre part, la réalité de la situation, le Conseil de l'Europe et l'Union européenne doivent lancer un audit des fonds alloués au Kazakhstan dans le cadre de leurs programmes d'aide et de développement. La ratification des conventions internationales consacrées à l'entraide judiciaire, à l'extradition et à d'autres domaines en rapport avec le Kazakhstan doit être différée.

Signé (voir au verso)

Signé[1]:

RAMPI Roberto, Italie, SOC
ÅBERG Boriana, Suède, PPE/DC
ÆVARSDÓTTIR Thorhildur Sunna, Islande, SOC
BRYNJÓLFSDÓTTIR Rósa Björk, Islande, GUE
FOULKES George, Royaume-Uni, SOC
GATTOLIN André, France, NI
KELLY Alan, Irlande, SOC
NENUTIL Miroslav, République tchèque, SOC
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
OVERBEEK Henk, Pays-Bas, GUE
ÖZSOY Hişyar, Turquie, GUE
PRINGLE Thomas, Irlande, GUE
RÖSSNER Tabea, Allemagne, SOC
RUSSELL Simon, Royaume-Uni, CE
SANDBÆK Ulla, Danemark, GUE
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
SHARMA Virendra, Royaume-Uni, SOC
SHEPPARD Tommy, Royaume-Uni, NI
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
SUTTER Petra, De, Belgique, SOC
VALENTA Jiři, République tchèque, GUE
VEN Mart, van de, Pays-Bas, ADLE
VOGT Ute, Allemagne, SOC

Total = 24

---

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
   CE: Groupe des conservateurs européens
   GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
   PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
   SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
   NI: non inscrit dans un groupe